

MONDE
LIBÉRATION.

Albanie: une note salée pour l'Europe

La situation économique est catastrophique. Le gouvernement de Tirana fait appel à l'UE.

Tirana *enclave spécial*

Les autorités albanaises ont présenté hier à la mission de l'Union européenne la facture pour éviter un effondrement total de l'économie du «pays des Aigles» après quinze jours de troubles et d'émeutes qui ont fait 85 morts et plus de 600 blessés. «Le gouvernement craint les pénuries alimentaires et il sait que sans sécurité il lui sera impossible de réorganiser le pays», a souligné le diplomate néerlandais Jan d'Ansembourg, responsable de cette mission européenne de 11 membres chargée d'évaluer la situation et les besoins du pays. Ils ont rencontré le président Sali Berisha et Bashkim Fino, socialiste (ex-communiste), Premier ministre du «gouvernement de réconciliation nationale», ainsi que les responsables de l'économie, des infrastructures, de la défense. Et pour l'Europe, qui déjà contribue peu ou prou à un tiers du budget albanais, la note s'annonce salée. «Pour passer les six prochains mois, une aide minimale de 300 millions de dollars est nécessaire», affirme Sherefedin Shehu, vice-ministre de l'Économie et proche du Parti démocratique de Sali Berisha.

Le ministre des Finances Arben Malaj, socialiste, affirme à l'unisson que «la situation va devenir critique si l'on n'intervient pas rapidement». Il souligne que le déficit public augmente de jour en jour, alors que toutes les réserves de l'État ont été touchées par les pillages, que les ports sont tous fermés et que les produits importés n'arrivent plus. Les principaux axes routiers, notamment vers le nord et l'est, restent peu sûrs. Malgré l'an-



Golame, Albanie, 10 mars. Un enfant retrouve son grand-père sur la plage après que le bateau sur lequel il cherchait à s'enfuir eut fait naufrage.

nonce de la prochaine réouverture de l'aéroport, le «pays des Aigles» est maintenant isolé du reste du monde.

Si le calme est revenu dans toutes les villes, la situation politique est toujours tendue, alors que se multiplient les pressions extérieures et intérieures pour que Sali Berisha jette l'éponge. Le ministre grec des Affaires étrangères, Theodor Pangalos, a clamé haut et fort qu'«une démission serait la

solution la plus simple». L'opposition albanaise quant à elle reste partagée sur l'argument. Les villes insurgées du Sud, dans une réunion commune à Blac lundi soir, ont exigé le départ de Berisha avant jeudi menaçant autrement de créer en parallèle un «conseil présidentiel» avec tous les partis. Mais contrairement à ce qu'affirment les médias grecs, les insurgés ne menacent pas de marcher sur la capitale.

A Tirana, cette question divise tous les partis de l'opposition. D'un côté, il y a ceux qui estiment que la démission forcée de Berisha par la force des armes représente un grave précédent et qu'il vaut mieux attendre les élections anticipées sous contrôle international, puisque le chef de l'État lui-même a annoncé qu'il tiendrait compte du verdict des urnes. De l'autre, il y a ceux qui assurent que sa seule présence

à la tête de l'État risque de «polluer» le scrutin.

Les socialistes comme l'Alliance démocratique continuent de débattre du problème, alors que le Parti démocratique de Sali Berisha rappelle à chaque occasion que l'accord pour la «réconciliation nationale» conclu le 9 mars avec tous les partis de l'opposition sous la houlette des Européens doit être respecté ●

MARC SEMO